

L'ÉDITO

Pascal Lorent

MARCHÉ DU TRAVAIL : CECI N'EST PAS UNE OMELETTE

Deliveroo et Carrefour. Deux conflits sociaux, deux évolutions majeures du marché de l'emploi. Dans le premier cas, la société de livraison à domicile de repas cuisinés dans des restaurants veut contraindre ses coursiers à passer au statut d'indépendant. Dans le second, l'enseigne de la grande distribution se restructure pour faire face, notamment, à la digitalisation croissante du secteur.

On trouve donc là deux tendances lourdes de nos économies. D'une part la flexibilisation croissante du marché du travail et l'introduction de nouveaux concepts (flexi-jobs) ou l'extension de statuts plus précaires que le salariat. De l'autre, le remplacement de l'humain par la machine numérique dans une série d'étapes des processus de production. Avec pour conséquence la perte de nombreux emplois, souvent (mais pas toujours) peu qualifiés.

Face à cette évolution, certains sont tentés de mettre en parallèle

le nombre de postes perdus et celui, tout aussi impressionnant des offres d'emploi restées en souffrance, faute de volontaire. L'erreur est grossière car peu d'annonces, en réalité, correspondent au profil des chômeurs disponibles ou à celui qu'ils pourraient acquérir moyennant forma-

La peur est un poison insidieux pour la démocratie. Elle nourrit le populisme

tion. En réalité, un nombre croissant de jobs nécessite de disposer

de titres scolaires, qu'il faut ensuite compléter par des formations. Un changement qui est le fruit de la technologisation galopante de l'économie.

Ce changement de paradigme, certains économistes l'appellent « destruction créatrice ». Une formule imagée, euphémisante, une métaphore pour expliquer que les mutations de l'économie permettent l'apparition de métiers au détriment d'autres, devenus obsolètes. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Désincarnée, ravalée au rang d'astuce rhétorique, la formule sonne bien. Mais c'est oublier que derrière, il y a des gens, des familles, des destinées... Des personnes qui, demain, resteront peut-être sur le carreau, faute de disposer des qualifications réclamées par les employeurs. Pessimisme ? Le résultat mitigé obtenu par la précédente cellule de reconversion (Delhaize) mise en place dans la distribution prouve

que non : le taux de reclassement avoisinait les 30 %.

La crainte des salariés, qui constitue encore le gros du monde du travail, et des demandeurs d'emploi porte un nom : déclassement. Il s'agit d'un poison insidieux pour la démocratie car la peur vient nourrir peu à peu le populisme. Et qui sait si, gavé d'œufs, celui-ci ne va pas gonfler.

Les politiques doivent donc s'inquiéter de ces changements. Non pour les freiner mais pour les encadrer. Et ainsi rassurer. Ils doivent proposer des réformes qui feront que demain ne sera pas pire et que chacun pourra y trouver sa place. Sans quoi, nos élus pourraient bien se ramasser tôt ou tard quelques jets d'œufs. Et ceci n'est pas une métaphore.